

SEM Energies 22 – Société d'Economie Mixte au capital social de 11 647 000 €

**Siège Social : 53 Boulevard Carnot – Espace Carnot – 22000 Saint-Brieuc
RCS 849 120 241 Saint-Brieuc.**



PROCES VERBAL du Conseil d'Administration du 07 mai 2026

PV N° 04-2026

L'an deux mil vingt-six, Le sept mai à 9h30, au crédit agricole -Village By CA, la Croix Tual- 22440 PLOUFRAGAN, les Administrateurs de la SEM Energies 22 se sont réunis sur convocation de Monsieur Dominique RAMARD, Président Directeur-Général.

Il a été dressé une feuille de présence qui a été émargée par tous les membres présents.

Etaient présents :

- M. Dominique RAMARD, Président-Directeur-Général de la SEM Energies 22,
- M. Pierre GOUZI représentant le Syndicat Départemental d'Energie des Côtes d'Armor,
- M. Christian PRIGENT représentant le Syndicat Départemental d'Energie des Côtes d'Armor,
- M. Jean-Louis NOGUES représentant le Syndicat Départemental d'Energie des Côtes d'Armor,
- Mme Lucile ROGATIONS représentant la Caisse des dépôts et consignations,
- M. Erwan CHARLOT représentant le crédit mutuel -ARKEA pour le groupe des banques,
- Mr Jean-François GADBOIS représentant l'entreprise STURNO pour le groupe Entreprises

Etait représenté :

- M. Hervé GUELOU ayant donné pouvoir à Mr Dominique RAMARD, représentant Le Syndicat Départemental d'Energie des Côtes d'Armor

Assistaient également, les personnes qualifiées sans droit de vote suivantes :

- M. Pierre LEBIGOT (Commissaire aux comptes),
- M. Jean-Philippe LE GOFF (Crédit agricole),
- Mme Cécile VACQUIER-BIGOT (SDE 22),
- M. Cédric GOURET, cabinet FITECO,
- Marjorie PAPIER, Cabinet FITECO,
- M. Vincent Lucas (SEM Energies 22),
- M. Corentin PETIT (SEM Energies 22)
- Mme Gladys MONNIER (SEM Energies 22),

Absents excusés :

- M. Nicolas LONGY (Caisse d'Epargne et de Prévoyance)
- Mme Christelle DOUSSINEAU (le Crédit agricole)
- M. Jérôme MASSE (SDE 22),

Le Conseil, réunissant le quorum requis, peut délibérer valablement.

Monsieur Dominique RAMARD préside la séance en sa qualité de Président du Conseil d'Administration.

La SEM Energies 22, représenté par Vincent LUCAS remplit les fonctions de secrétaire.

Le présent Conseil d'Administration est informé et doit statuer sur les points suivants :

○ **Administration de la SEM Energies 22 :**

- Approbation du conseil d'administration du 20 avril 2026
- Prévision de recrutement d'un commercial mobilité durable GNC-BIOGNC
- Validation de l'arrêté des comptes
- Affectation du Résultat de l'exercice
- Validation du Rapport de Gestion 2025
- Convocation de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires

○ **Gaz renouvelables**

- Demande d'approbation du contrat de prestations d'assistance à l'exploitation et annexes

○ **Eolien**

- Projet PLUDUNO : autorisation d'émission de 50 000€ pour financement participatif (Lendosphère)

○ **Réseau de chaleur**

- Projet Kernoa : création de la société

○ **Questions diverses**

Administration Générale de la SEM Energies 22

-Première décision : Approbation du Conseil d'administration du 20 avril 2026

Considérant le procès-verbal de la séance du conseil d'administration du 20 avril 2026 en annexe ; Il est proposé au conseil d'administration d'approuver le procès-verbal de la séance du conseil d'administration du 20 avril 2026 en annexe.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration à l'unanimité de ses membres présents et représentés,

-APPROUVE le procès- verbal de la séance du conseil d'administration du 20 avril 2026 en annexe.

-Deuxième décision : Prévision de recrutement d'un commercial mobilité durable GNC-BIOGNC

Conformément à l'organisation de la SAS BMGNV mise en place depuis le 1er janvier 2026, la SEM Energies 22 assure la majorité du développement commercial. Pour renforcer cette dynamique, il est nécessaire de créer un poste de commercial mobilité durable GNC-BIOGNC, dédié au développement des stations GNV et BioGNV.

Ce poste serait pourvu par un contrat à durée déterminée (CDD) d'une durée maximum de dix-huit mois. Son financement serait assuré par le remboursement de la SAS BMGNV, conformément au contrat de prestations d'assistance à l'exploitation et à ses annexes.

Le comité technique, réuni le 9 avril 2026, a pris acte de cette organisation et du besoin en personnel, en tenant compte de la répartition des missions entre les quatre départements bretons.

Il est donc proposé au Conseil d'Administration de délibérer sur la création de ce poste et d'autoriser le recrutement d'un commercial mobilité durable GNC-BIOGNC, à compter du mois d'août 2026.

→Echanges : Le sujet a été abordé dans la septième décision ci-dessous concernant la demande d'approbation du contrat de prestations d'assistance à l'exploitation et annexes (BMGNV)

-Vincent LUCAS :

1.Création de postes et conventions

- **Nouveau poste commercial :**
 - **Justification :** Augmentation de l'activité et extension du périmètre à l'échelle régionale.
 - **Processus :** Le poste sera **créé à temps plein**, en CDD avec une **ouverture aux candidatures**
 - **Conventions :** Les détails sont inclus dans les conventions.
 - **Précision :** **l'activité commerciale est assurée depuis 3 ans par un alternant (embauché par le SDE mais mis à disposition de la SEM Energies 22).**

-Jean-François GADBOIS

1. Questions sur les ressources humaines

- **Alternant :**
 - **Question :** L'alternant actuel sera-t-il **prolongé ou embauché** ?
 - **Réponse de Vincent Lucas :** Non, un **nouveau poste sera créé** (l'alternant pourra postuler, mais d'autres candidats seront aussi considérés).

-Dominique RAMARD

1. Objectif : Le poste commercial permettra de **développer l'activité** sur l'ensemble du réseau BMGNV à l'échelle régionale.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration à l'unanimité de ses membres présents et représentés,

- **APPROUVE** le recrutement d'un commercial mobilité durable GNC-BIOGNC par la SEM Energies 22 conformément aux conditions susvisées.

-**AUTORISE** Monsieur Dominique RAMARD Président Directeur Général de la SEM Energies 22 à signer tout document se rapportant à cette affaire.

-Troisième décision : Validation de l'arrêté des comptes

L'arrêté des comptes du premier exercice de la SEM Energies 22, sur l'année 2025, a été réalisé par le cabinet FITECO qui nous accompagne pour le suivi et l'administration financiers.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, le chiffre d'affaires s'est élevé à 570 068 euros.

Le montant des autres achats et charges externes s'élève à 1 043 117 euros.

Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à - 401 037 euros.

Quant au résultat courant avant impôts, tenant compte du résultat financier de -74 883 euros, il s'établit à - 475 920 euros.

Après prise en compte :

- du résultat exceptionnel nul,
- d'un impôt sur les sociétés nul,

Le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025 se solde par une perte de 475 920 euros.

Au 31 décembre 2025, le total du bilan de la Société s'élevait à 12 594 397 euros.

Si aucune modification n'apparaît nécessaire sur le document en pièce jointe, le Conseil d'Administration de la SEM Energies 22 doit valider l'arrêter des comptes, afin que celui-ci soit ensuite adopté lors de la prochaine Assemblée Générale ordinaire.

→Echanges :

-Cédric GOURET

1. Chiffre d'affaires (CA) 2025

- **CA total 2025 : 570 000 € HT (vs 451 000 € en 2024), soit +118 000 € (+26%).**
- **Trésorerie au 31/12/2025 : 985 000 € (vs 257 000 € en 2024).**

Détail du CA par poste :

Poste	2025 (€)	2024 (€)	Évolution	Commentaires
Prestations de services	14 000	32 000	-18 000	Baisse significative (ex. : facture de Kerlézen en 2024, absente en 2025).
Gestion administrative des stations	100 000	–	+100 000	Nouveau poste lié à la gestion des stations.
Prestations de maintenance	220 000	–	+220 000	Augmentation liée à l'exploitation des stations
Mise en service de stations	0	3 730	-3 730	Aucune mise en service en 2025 (vs 1 station en 2024).
Prime de succès (LANNION)	0	100 000	-100 000	La station de LANNION est désormais en service (pas de prime en 2025).
Location de terrain	23 000	20 000	+3 000	Factures BMGNV 22 et stations.
Vente d'électricité	177 000	87 000	+90 000	Hausse majeure liée à la mise en service d'ombrières en 2024 (ex. : LANNION, Plumaugat) et à leur exploitation sur 12 mois en 2025.
Mise à disposition de personnel	36 000	5 245	+30 755	Refacturation complète d'un salarié au SDE depuis le 08/11/2024 (vs 2 mois en 2024).

Explications des évolutions :

- L'augmentation du CA est principalement due à :
 - La **vente d'électricité** (x2, grâce aux ombrières).
 - La **gestion administrative et maintenance** des stations.
 - La **refacturation partielle** d'un salarié au SDE.
- **Absence de nouveaux chantiers photovoltaïques en 2025** (impact des décisions gouvernementales).

2. Charges de fonctionnement

- **Total 2025 : 185 000 €** (vs 148 000 € en 2024), soit **+37 000 €**.
- **Principales augmentations :**
 - **Coût d'électricité** : Hausse liée aux raccordements des stations.
 - **Carburant** : Augmentation des frais.
 - **Assurances** : **+8 000 €** (lié à la mise en service progressive des ombrières).
 - **Honoraires** : **+25 000 €** (prestations d'avocats, notaires pour les baux emphytéotiques).
 - **Impôts et taxes** : **43 000 €** (vs 16 000 € en 2024) :
 - Taxes foncières (liées à l'augmentation de l'activité).
 - Droits d'enregistrement pour les baux emphytéotiques (**+9 000 €**).
 - **Fournitures consommables** : Raccordements électriques, carburant, achats matériels.
- **Stabilité :**
 - Points d'entretien (2 000 €, comme en 2024).
 - Frais de mission (inchangés).

3. Charges de personnel

- **Masse salariale brute** : **410 000 €** (vs 342 000 € en 2024).
- **Effectif** : **6,6 ETP** (vs 5,8 ETP en 2024).
- **Taux de charges sociales** : Stable.
- **Autres charges de personnel :**
 - **Avantages en nature** : Comptabilisés en **diminution des charges** (changement de plan comptable depuis le 03/07/2025).
 - **Salariés mis à disposition** : Refacturation au SDE
- **Productivité :**
 - **CA par ETP** : **86 000 €** (vs 78 000 € en 2024).

4. Autres produits et charges d'exploitation

- **Vente de la station de Plumaugat :**
 - **Produit d'exploitation** : **72 000 €**.
 - **Charge d'exploitation** : **65 000 €** (coût de construction : 17 000 €).
 - **Marge** : **7 000 €**.
- **Dotations aux amortissements** : **109 000 €** (vs 59 000 € en 2024) :
 - Liées à la mise en service des ombrières (charges non décaissées).

5. Résultat financier

- **2025 : -75 000 €** (vs -120 000 € en 2024).
 - **Intérêts d'emprunt** : Baisse grâce au remboursement d'un emprunt de **830 000 €** au SDE en 2025.
 - **Augmentation de capital** : **3,6 M€** encaissé, (le reste non libéré, étalé sur 5 ans).
 - **Moins de dettes financières** : **2 236 000 €** (vs 3 100 000 € en 2024).
 - **Résultat de l'exercice** : -476 000€ (vs - 424 000€ en 2024)

6. Flux de trésorerie et bilan

- **Capacité d'autofinancement** : **-375 000 €** (liée au résultat d'exploitation).
- **Investissements** : **1,1 M€** (ombrières, terrain de Lannion, construction d'ombrières
- **Immobilisations en cours** : Projets non finalisés (ex: projets éoliens : La motte, Pluduno, Mérillac, et ombrières à Plouaret et les projets de méthanisations).
- **Créances clients** : **136 000 €** (factures de décembre non réglées en janvier).
- **Dettes fournisseurs** : **147 000 €** (factures de fin d'année non payées).
- **Capitaux propres** : **3 735 000 €** (capital initial + augmentation de capital - résultats antérieurs).
- **Actif net comptable** : **4,98 M€** (immobilisations nettes : investissements en construction, matériel, participations financières).

7. Points spécifiques

- **Comptes courants d'associés** :
 - Remboursement de **830 000 €** au SDE (lié aux CCA – Comptes Courants d'Associés).
- **Contexte difficile** :
 - **Absence de nouveaux chantiers photovoltaïques** en 2025 (impact des décisions gouvernementales : suppression des obligations d'achat, absence d'appels d'offres CRE, immaturité des modèles alternatifs).
 - **Projets en stand-by** : Saint-Andréen (prime de succès non obtenue en 2025).

-Vincent LUCAS

1. Contexte du secteur photovoltaïque (2025)

- **Freins majeurs** :
 - **Suppression des obligations d'achat** par l'État.
 - **Absence d'appels d'offres** de la CRE (Commission de Régulation de l'Énergie).
 - **La non maturité des modèles alternatifs** (autoconsommation collective, boucles locales).
- **Conséquence** :
 - **Aucun chantier de construction photovoltaïque démarré en 2025** (vs potentiel de **400 000 € de CA** si tous les projets avaient abouti).
 - **Perte estimée** : **250 000-280 000 € de CA** non réalisé.

2. Analyse des filières énergétiques

- **Photovoltaïque :**
 - **Arrêt des petites installations** (décret S21 à venir).
 - **Autoconsommation individuelle** : Seule filière promue (mais peu adaptée aux projets de la SEM).
 - **Autoconsommation collective :**
 - Règles **inapplicables** pour les boucles locales (multiplicité de producteurs/consommateurs).
 - **Réaction de la filière** : Opposition au décret (Conseil supérieur de l'énergie favorable, mais gouvernement ferme).
- **Éolien :**
 - **Sortie progressive des obligations d'achat** (ciblage des grosses installations).
 - **Avantage** : Production massive + gros consommateurs identifiables (rôle des agrégateurs).
- **Perspectives :**
 - **Attente d'un rebond** : Pénurie d'électricité future → relance possible du photovoltaïque et des boucles locales.
 - **Incertitude** : "Stop and go" typique des politiques énergétiques.

-Dominique RAMARD

1. Réglementation photovoltaïque

- **Décret à venir :**
 - **Autoconsommation collective :**
 - Obligation de **déclarer à l'avance la répartition de l'électricité** entre consommateurs (impossible pour les boucles de taille moyenne).
 - **Impact : Fin des petits projets diffus** (filiale historique de la SEM Energies 22).
 - **Grosses installations :**
 - **Maintien possible** (production massive + consommateurs identifiables).
- **Position du gouvernement :**
 - **Refus des amendements** (décret non négociable).
 - **Conséquence : Autonomie totale des producteurs** (pas de soutien public).

2. Stratégie de la SEM

- **Adaptation :**
 - **Focus sur les ombrières** (déjà en service).
 - **Attente d'un changement de politique** (relance du photovoltaïque).
- **Risques :**
 - **Dépendance aux décisions gouvernementales** (ex. : prime de succès non obtenue pour Saint-Adrien).
 - **Incertitude sur les tarifs** (ex. : Lannion en service, mais sans visibilité sur les revenus futurs).

-Lucile ROGATIONS**1. Questions posées**

- **CCA (Comptes Courants d'Associés) :**
 - **Remboursement des 830 000 €** au SDE confirmé par Cédric GOURET et Vincent LUCAS.
- **Vente de la station de Plumaugat :**
 - **Localisation dans les comptes :** Produit d'exploitation (72 000 €) et charge d'exploitation (65 000 €).
 - **Explication :** La charge correspond au **coût de construction** (17 000 €) et à la sortie du stock (immobilisation).

→ Comparaison avec le business plan prévisionnel-Vincent LUCAS**1. Performance financière et comparaison avec le business plan**

- **2024 :**
 - Tous les indicateurs (production, valeur ajoutée, EBE, résultat d'exploitation, résultat net) **dépassent les prévisions du business plan.**
- **2025 :**
 - Même tendance positive, voire **encore meilleure** qu'en 2024.
 - **Résultat net :**
 - Prévision initiale (business plan) : **perte de 600 000 €.**
 - Réalisé : **475 000 € de perte** (soit **125 000 € de mieux** que prévu, ou **+20%** par rapport aux attentes).
 - Explication : **augmentation significative de la production** sur l'exercice, ce qui compense les coûts et améliore les résultats.
 - **Frustration :**
 - Impossible de construire des **projets photovoltaïques** (ex. : projet du "sullé"), alors que les **amortissements de 360 000 €** sont déjà engagés (coût d'acquisition du terrain).
 - Impossible de construire, mais le projet ne peut aboutir → **perte d'opportunité financière.**

2. Gestion des projets et solutions trouvées

- **Projets abandonnés :**
 - Quelques projets à **Ombrières** (études pour des projets en obligation d'achat) ont été **arrêtés rapidement** pour éviter des frais inutiles.
 - Certains projets ont pu être **convertis en ACC**
- **Projets en cours :**
 - **Bréhand, FEDER** (CHCB avec le logipôle, centre hospitalier de Centrale-Bretagne), **hôpital de Saint-Brieuc en autoconsommation** → **tous constructibles grâce à l'ACC.**
 - **Peu de pertes** prévues, sauf si un **modèle de valorisation pour « le sullé »** n'est pas trouvé.
- **Appels d'offres à venir :**

- **Mai 2026** : appel d'offres pour l'**éolien neutre**.
- **Juillet 2026** : appel d'offres pour le **photovoltaïque au sol**.
- **Crainte : concurrence féroce** (beaucoup de projets en attente) → les développeurs pourraient **proposer des prix très bas** (voire à perte) pour obtenir des contrats, malgré la hausse des coûts des matières premières.

3. Stratégies alternatives et défis

- **Recherche de mécanismes de valorisation alternatifs :**
 - Étudie toutes les pistes : **les CADER et autres formes de contrats**.
 - Nécessité d'être **agile et malin** pour contourner la concurrence.
- **Exemple de perte avérée :**
 - **Projet Matisse** (groupement d'éoliennes à racheter) : **10 000 € d'étude perdus** (seule vraie charge non compensable).
- **Éolien :**
 - **Taux de succès faible** (pas 90% de résultats positifs).
 - Les **recettes des projets réussis compensent les pertes** des projets abandonnés → **équilibre global**.

-Jean-François GADBOIS

1. Interrogation :

- Y a-t-il des solutions de remplacements pour les projets photovoltaïques prévus et qui ont peu de chances d'aboutir ?

→ **Réponse de Vincent LUCAS** : Globalement oui, à part les projets PV en obligation d'achat mais souvent ils sont remplacés par de l'autoconsommation collective. (ACC) donc finalement très peu de perte.

-Dominique RAMARD

1. Difficultés liées aux appels d'offres

- **Dernier appel d'offres (2025) :**
 - Prix proposés **trop bas** pour être rentables → **impossible de suivre**.
 - **Concurrence extrême** : les développeurs acceptent des marges très faibles, voire des pertes, pour obtenir des volumes.

2. Stratégies de valorisation et achat d'électricité

- **Exemple réussi :**
 - **Hôpital Yves-le-Foll** : **consommateur captif** → valorisation garantie.
- **Hypothèse pour Saint-Adrien :**

- **Groupement d'achat porté par le SDE** (Syndicat Départemental d'Énergie) pourrait être l'**acquéreur unique** de la production photovoltaïque.
- **Enjeu :**
 - Le groupement accepterait-il de payer **un peu plus cher que le marché** en échange d'un **prix stable sur 15-20 ans** ?
 - **Nouvelle stratégie d'achat** à développer (actuellement, Dominique RAMARD n'a pas de mandat pour cela).
- **Volume d'achat annuel :**
 - **150-160 GWh/an** pour les collectivités costarmoricaines.
 - Objectif : **10 à 30 GWh** pourraient provenir de **productions locales stables** (plutôt que du marché spot).
 - **Décision attendue : 2e semestre 2026.**
 -

-Pierre LEBIGOT

- **Retard de signature :**
 - **"Pas de points particuliers** sauf deux départements qui manquent pour finaliser les comptes (**problème récurrent**)

-Vincent LUCAS/Corentin PETIT

1. Compléments sur les projets

- **Engagements connus** sur les projets en cours.
- **Seule perte avérée : Projet Matisse** (confirmé par Vincent LUCAS).

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration, à l'unanimité de ses membres présents et représentés,

- **ARRÊTE** les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025 faisant apparaître une perte de 475 920 euros et décide de les soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle.

-Quatrième décision : Affectation du Résultat de l'exercice

Sur la suggestion de son Président, et après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration, à l'unanimité de ses membres présents et représentés,

- **DECIDE** de proposer à l'Assemblée Générale d'affecter la perte provisoire de l'exercice s'élevant à 475 920 euros en totalité au compte « Report à nouveau ».

-Cinquième décision : Validation du Rapport de Gestion 2025

Le Président Directeur général présente au Conseil d'Administration le projet de rapport de gestion de l'exercice 2025.

Si aucune modification n'apparaît nécessaire sur le document en pièce jointe, le Conseil d'Administration de la SEM Energies 22 doit valider le rapport de gestion, afin que celui-ci soit ensuite présenté lors de la prochaine assemblée générale ordinaire.

→Echanges :

-Dominique RAMARD

1. Rapport de la Chambre Régionale des Comptes (CRC) :

- **Pas de remarques particulières** sur la gestion.
- La CRC a souligné des **éléments généraux** sur l'implication des collectivités dans les **énergies renouvelables (EnR)**.
- **Reconnaissance positive** : La société est **mieux notée** que d'autres **SEM bretonnes** pour son engagement dans les EnR.
- La CRC a aussi **reconnu l'influence du contexte** (réglementaire, économique) sur la capacité d'action des sociétés.

2. Projets en cours (2025)

a. GNV 2025

- **Création de la station de Lannion + restructuration régionale** (déjà évoquée).
- **Projet de l'Assiette-aux-Champs à Quévert :**
 - **Début de construction prévu avant septembre 2026.**
 - **Recrutement d'un technicien** en cours (à régler côté Assiette-aux-Champs).
 - **Rencontre avec les élus de Quévert prévue en juin** (nouveaux élus après les élections).
 - L'ancien adjoint suivi du projet est désormais **dans l'opposition**.
 - Cet élu était **peu favorable** au projet
 - Vincent LUCAS espère qu'il reste **favorable au projet**.

b. Éolien

- **Projets en cours avec Valéco :**
 - **Saint-Ygeaux : 90% de participation**
 - **Petit-Kermaux : 5% de participation**
 - **Projet Matisse : Abandonné** en raison de **risques financiers trop élevés**.
- **Projets en pré-instruction (la DREAL) :**

- **Mérillac et Laurenan :**
 - **Réticences fortes de l'administration** pour les éoliennes en **secteur bocager**.
 - **Exigence de dérogation pour les espèces protégées** (même si l'impact est jugé faible).
 - **Nouvelle loi (DADU, avril 2026) :** Permet une **dispense de dérogation** si **pas d'effet significatif sur la biodiversité**.
 - **Doute :** Faut-il **faire un recours préalable** pour contester cette exigence ?
 - **Partenaire (Gaïa Énergie) :** Doit décider si le projet est toujours valable malgré les contraintes.
- **Mérillac :**
 - **Avis défavorable du CSRPN** (Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel).
 - **Option :** Retirer une éolienne pour obtenir un avis plus nuancé (mais risque de refus persistant).
 - **Exigences administratives :**
 - **Éviter tout impact sur la biodiversité** (interprété comme "ne pas construire d'éoliennes").
 - **Impact sur les zones humides** pendant les travaux.
 - **Exigences paysagères :**
 - **100 mètres de distance des haies** (règle non écrite).
 - **Garde au sol de 30 à 50 mètres** (pour éviter les impacts sur les chauves-souris).
 - **Problème :** Les éoliennes prévues n'existent pas avec une garde au sol de 50 mètres → **compromis technologique impossible**.
- **Projet de Laurmen Eole** (entre Laurenan et Saint-Gilles-du-Méné) :
 - **Dépôt initial en 2015, déjà 2 refus.**
 - **Question :** Faut-il tenter un **3e dépôt** ?
 - **Réponse du sous-préfet référent EnR :** Pas de décision définitive, mais **loi DADU** pourrait permettre une dispense de dérogation si **pas d'effet significatif prouvé**.
- **Contexte général :**
 - **Durcissement des règles** pour l'éolien en Bretagne (historique de faible exigence en dérogations espèces protégées).
 - **Projets faciles déjà réalisés** → Les nouveaux projets sont dans des **zones plus complexes** (bocagères, humides).
 - **Fin progressive de l'éolien terrestre en Côtes d'Armor.**
 - **Stratégie :** Prioriser les projets à **moindre risque** (5 projets définitifs prévus sur une quinzaine en cours).
 - **Recours juridiques :** Possible dès la phase d'instruction pour **obliger l'administration à justifier ses exigences**.
- **Perspectives :**
 - **Quintenic :** Dépôt du 17 avril 2026.
 - **Petit Kermaux :** Négociations en cours avec **VSB** (mais **TotalEnergies** a ralenti le processus après son rachat).

c. Photovoltaïque

- **Centrale de Saint-Adrien :**
 - **Acquise**, en attente **pour la valorisation** → déclenchement de la construction ensuite.
- **Centre Hospitalier Centre Bretagne :**
 - **Avancement sur l'installation du secteur de Loudéac.**

- **Hôpital Yves LE FOLL**
 - **Pacte d'associé acté avec CVE** (Conseil d'Administration).
 - **Projet très rentable** (consommateur captif = hôpital consomme toute l'électricité produite).
 - **Mise en service prévue : Fin 2026 / début 2027.**
- **Subventions FEDER (2025) :**
 - **500 000 €** obtenus pour plusieurs projets (dont **Bréhand**).
 - **3 projets retenus** dans le cadre des **projets hybrides** (stockage + production EnR).
 - **Condition** : Les projets doivent **aboutir** pour justifier la subvention.

d. Réseaux de chaleur

- **Projet avec Terre d'Armor Habitat (Paimpol) :**
 - **Longues discussions urbanistiques** (typique de Paimpol).
 - **Projet lancé** malgré les tensions.
- **Transition gaz → réseaux de chaleur :**
 - **Contexte réglementaire :**
 - **2027** : Plus de **nouveaux logements sociaux chauffés au gaz**.
 - **2030** : **Sortie du gaz** pour les logements sociaux existants.
 - **Opportunités :**
 - **Villes comme Dinan ou Guingamp** développent des **réseaux de chaleur urbains**.
 - **Diversification** pour la SEM Energies22 (transition vers les réseaux de chaleur).

3. GNV (Gaz Naturel Véhicule)

- **Restructuration de la filière :**
 - **Renouvellement des instances** (SDE, SEM, BMGNV) pour **stabiliser l'organisation**.
 - **Développement de nouvelles stations :**
 - **Plouisy (Côtes d'Armor)** : Avancement positif.
 - **Lamballe** : Discussions **très positives** avec la nouvelle équipe d'élus
 - **Terrain réservé** sur la zone de la Tourelle 3 → **parcelle identifiée**.
 - **Collectivité prête à acheter des bennes et bus** → **flotte cliente disponible dès la livraison de la station**.
- **Convention de prestation (pour la SEM Energies 22) :**
 - **Stabilité financière** pour les recettes liées au travail accompli.
 - **Premier niveau de prestation** en place (équilibre trouvé).
 - **Tableau de ventilation** des contributions des SEM à BMGNV fournis dans les pochettes distribuées.
- **Implication financière :**
 - **Côtes d'Armor et Ile-et-Vilaine** soutiennent déjà **beaucoup**.
 - **Développement commercial du GNV en Bretagne** porté par les équipes costarmoricaïnes et bretonnes.
 - **285 000 € + 0,25 ETP (25 000 €/an)** récupérés en raison du **non-engagement du 35 (Ile-et-Vilaine)** dans les prestations d'exploitation.
 - **Savoir-faire reconnu** → **Équipe centralisée autour du chargé d'exploitation** (Côtes d'Armor) avec des **techniciens volants** par territoire.

- **Modèle économique :**
 - **Chaque SEM conserve la propriété de ses stations → BMGNV est exploitant** et paie un **loyer**.
 - **Avantage : Responsabilisation des propriétaires** (qualité des stations) et **évite des coûts de remise à niveau homogène**.
 - **Discussions fermes** en cas de **station non opérationnelle → loyer conditionnel**.

4. Perspectives et diversification

- **Convention avec la SEM Lannion-Trégor :**
 - **Signature en cours**.
- **Création d'une société dédiée pour le secteur de Lamballe Terre et Mer :**
 - **Demande de la collectivité pour investir aux côtés** de la SEM Energies 22 dans les projets locaux.
- **Internalisation des compétences :**
 - **Techniciens GNV et maintenance** des autres installations internalisés → **moins de dépendance aux prestataires externes**.
 - **Résultat : Meilleure disponibilité des installations → recettes garanties**.
- **Valorisation innovante :**
 - **Contrats locaux d'achat** (alternative à l'achat direct auprès des grands fournisseurs).
 - **Concrétisation prévue en 2027**.

5. Conclusion

- **Bilan 2025 :**
 - **Avancées majeures** sur le photovoltaïque, l'éolien (malgré les blocages), le GNV et les réseaux de chaleur.
 - **Défis : Durcissement administratif, concurrence, incertitudes économiques**.
- **Perspectives 2026-2027 :**
 - **Priorisation des projets éoliens** à moindre risque.
 - **Diversification** (réseaux de chaleur, GNV, contrats locaux).
 - **Collaboration renforcée** avec les collectivités et les partenaires.

-Vincent LUCAS

1. Réactions et compléments sur les projets

- **Assiette-aux-Champs (Quévert) :**
 - **Construction prévue avant septembre 2026**.
 - **Recrutement du technicien** : En cours de recrutement.
 - **Rencontre avec les élus de Quévert en juin**.
- **Éolien :**
 - **Contexte 2025 : Dépendance forte au contexte réglementaire et économique**.
- **GNV :**
 - **Internalisation :**
 - **1 technicien basé dans le 56 (Morbihan)** pour couvrir les stations en **moins d'1 heure**.

- **Gestion centralisée → Plus simple et efficace.**
- **Modèle économique :**
 - **Validation du CA de BMGNV** sera requise pour intégrer une nouvelle station dans le réseau.
 - **Équilibre :** Chaque département reste **libre de construire ses stations**, mais **BMGNV valide l'exploitation**.

2. Finances et subventions

- **Subventions FEDER :**
 - **Bréhand :** **Partie des 500 000 €** déjà affectée.

3. Observations générales

- **Mobilité électrique :**
 - **"Stop and go" permanent** (critiques sur le manque de bornes vs. sous-utilisation).
 - **Contexte changeant :** **Attentisme** des acteurs économiques (entreprises, banques).

→ Position des banques :

-Jean-Philippe LE GOFF (Crédit agricole)

1. Communication et marché

- **Communication nationale** (réseaux sociaux, Facebook) :
 - **Volonté d'acculturer** le public sur l'énergie (offre et demande).
 - **Logique globale :** **Maîtrise du poste énergie** (arrêts financement des actifs, politiques publiques). **Orientation vers** « Comment valoriser et utiliser l'Énergie ? »
- **Mobilité électrique :**
 - **"Stop and go" :** **Alternance de phases d'accélération et de freinage** (ex. : prime à la conversion, taxes sur les véhicules thermiques).
 - **Utilisation limitée des bornes → Attentisme** des investisseurs.

-Lucile ROGATIONS (Banque des Territoires)

1. Soutien aux EnR et mobilité électrique

- **Investissements :**
 - **1 milliard d'€** pour la **mobilité électrique** (bornes, capital aux installateurs).
 - **Soutien continu** aux projets EnR (éolien, photovoltaïque, réseaux de chaleur).
- **Décarbonation de l'industrie :**
 - **Nouvel axe :** Proposer des solutions aux entreprises (ex. : **PPA - Power Purchase Agreement**).
 - **Soutien de l'ADEME** souvent nécessaire (complexité des projets).

2. Fonds Livret A / LDD

- **Clarification :**
 - **Pas d'impact** sur les enveloppes pour le **logement social** ou les **collectivités**.
 - **Gestion centralisée** par la **Caisse des Dépôts** (fonds fléchés vers le nucléaire **sans réduire les autres financements**).

3. Contexte économique

- **Attentisme :**
 - **2030** : Date clé pour la **sortie du gaz** (incertitudes sur les alternatives).
 - **Complexité** pour les acteurs économiques (banques, entreprises) → **manque de visibilité**.

-Erwan CHARLOT (Crédit mutuel -Arkéa)

1. Contexte économique et énergétique

- **Attentisme général :**
 - **Financement des EnR : Ralentissement** après une phase d'investissements massifs.
 - **Mobilité électrique :**
 - **Fortes incitations** (taxes sur les véhicules thermiques, décrets).
 - **Contraintes** : Manque de bornes, **Zones à Faibles Émissions (ZFE)** en évolution constante.
 - **Décarbonation : Complexité** pour les entreprises (manque de visibilité).
- **Secteurs économiques :**
 - **Filières agricoles** (porcine, engrais) : **Incertitudes** malgré une **résilience globale** des Côtes d'Armor.
 - **Contexte macroéconomique : Risque économique stable** (plateau), mais **peu de visibilité**.

2. Observations sur les politiques publiques

- **"Stop and go" :**
 - **Exemple : Prime à la conversion** (on/off selon les gouvernements).
 - **ZFE: Avancées et reculs constants** → **difficile pour les acteurs de s'engager sur le long terme**.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration à l'unanimité de ses membres présents et représentés,

-APPROUVE le rapport de gestion 2025 qui sera présenté à l'Assemblée Générale ordinaire de la SEM Energies 22, le 25 juin 2026.

-Sixième décision : Convocation de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires→ Echanges :-Dominique RAMARD**1. Proposition organisation de l'Assemblée Générale (AG)**

- **Date :**
 - **Jeudi 25 juin 2026**
- **Lieu :**
 - **Pluzunet** (validé par Vincent LUCAS et Gladys MONNIER).
 - **Locaux du syndicat de traitement des déchets :**
 - **Avantage :** Permettra de **visualiser l'emplacement du méthaniseur Valénergies** (projet en cours).
 - **Contexte politique :** Le **maire de Pluzunet** est le **nouveau vice-président en charge de l'énergie à Lannion Trégor Communauté**.
- **Horaire : 9H30**
- **Format de la présentation :**
 - **Rapport de gestion et décompte :**
 - Un **décompte détaillé** a déjà été réalisé.
 - Pour l'AG, proposition d'une **version synthétique avec une présentation illustrée** pour rendre la séance **plus dynamique**.
 - **Focus thématique :**
 - Mise en avant des **biodéchets et de la méthanisation**
- **Formalisation des décisions :**
 - **Validation du rapport de gestion :** présentation possible à l'Assemblée Générale
- **Commissaire aux comptes : aura tous les bilans des filiales pour validation.**
 - **Accomplissement des formalités :** Préparation des documents légaux pour finaliser l'AG.

-Vincent LUCAS**1. logistique**

- **Équipement technique :**
 - **Question sur le lien visioconférence** (pour une éventuelle visioconférence ou diffusion) : à confirmer
- **Bilans des filiales :**
 - **Précision :** Le commissaire aux comptes aura **tous les bilans de toutes les filiales**.

En conséquence des décisions adoptées, le conseil d'administration décide à l'unanimité des voix des administrateurs présents et représentés, de convoquer l'assemblée générale ordinaire des actionnaires pour **le 25 juin 2026 à 9H30, dans les locaux de VALORYS/ SMITRED (Se présenter à l'accueil) à PLUZUNET** à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration incluant le rapport sur le gouvernement d'entreprise,
- Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels,
- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025 et quitus aux administrateurs,
- Affectation du résultat de l'exercice,
- Rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce et approbation desdites conventions,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Lecture du rapport sur le gouvernement d'entreprise établi par le Conseil d'Administration,
- Lecture du rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels,
- Lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes relatif au rapport sur le gouvernement d'entreprise,
- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025 et quitus aux administrateurs,
- Approbation des charges non déductibles,
- Affectation du résultat de l'exercice,
- Lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce et approbation desdites conventions,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

Gaz renouvelables

-Septième décision : Demande d'approbation du contrat de prestations d'assistance à l'exploitation et annexes

Lors de sa réunion du 9 avril 2026, le comité technique a examiné et pris acte de l'organigramme et de l'organisation de la SAS BMGNV, applicables depuis le 1er janvier 2026. Ces dispositions sont encadrées par un contrat de prestations d'assistance à l'exploitation, accompagné de conditions générales et d'une annexe fixant les prix des prestations.

Pour acter définitivement cette organisation et en préciser les responsabilités, il est proposé au conseil d'administration de délibérer sur l'adoption du contrat de prestations et de ses annexes.

→Echanges :

-Vincent LUCAS

1. Contexte de la réorganisation

- **Réorganisation** : Il s'agit d'une **réorganisation du réseau BMGNV** depuis le 1er janvier, avec une **exploitation commune** entre les départements bretons.
 - **Objectif** : Uniformisation des **contrats, prix et loyers** à l'échelle régionale.
 - **Processus** : Plusieurs **comités techniques** ont été organisés pour présenter les **masses salariales et financières** liées à l'exploitation.
 - **Périmètre couvert** : Direction opérationnelle, maintenance, exploitation de premier niveau, activité commerciale.
 - **Particularité** : L'activité commerciale est assurée depuis 3 ans par **un alternant** (embauché par le SDE mais mis à disposition de la SEM Energies 22).

2. Création de postes et conventions

- **Nouveau poste commercial** :
 - **Justification** : Augmentation de l'activité et extension du périmètre à l'échelle régionale.
 - **Processus** : Le poste sera **créé à temps plein**, avec une **ouverture aux candidatures** (l'alternant actuel est invité à postuler, mais d'autres candidats seront aussi considérés).
 - **Conventions** : Les détails sont inclus dans les conventions partagées avec les partenaires. Vincent Lucas sollicite des **remarques ou questions** pour finaliser la création des postes.
- **Plafond budgétaire** :
 - **Montant validé** : **285 000 €/an** pour les prestations de la SEM Energies 22.
 - **Flexibilité** : Tout dépassement devra être **validé par le comité de direction** (décision du conseil d'administration de BMGNV).
 - **Refacturation** : Les charges salariales et totales seront **refacturées au réel** pour refléter les coûts réels de la société.

3. Recrutement et intégration

- **Deuxième technicien** :
 - **Création validée** : Un poste de technicien a été voté et un recrutement est en cours.
 - **Profil** : La personne retenue est un **demandeur d'emploi** et devrait intégrer l'entreprise **au 1er juillet 2026**.
 - **Processus d'intégration** : Une **période d'immersion** dans l'entreprise est prévue avant la signature du contrat (comme pour le technicien précédemment).

4. Performances et perspectives commerciales

- **Objectifs de vente** :
 - **Prévision initiale** : 6 millions de kg de GNV vendus en 2026.

- **Réalité** : Les projections actuelles **dépassent cet objectif**, notamment grâce à de **nouveaux contrats** (Intermarché, groupe U, Carrefour en discussion).
- **Avril 2026** : Les résultats sont conformes aux attentes.
- **Compétitivité** :
 - **Prix** : BMGNV est **aussi compétitif qu'ENGIE** (qui gère une station au Rheu) lorsque les stations sont à pleine charge.
 - **Stratégie commerciale** : Offre de **conversion de véhicules GNL/diesel en GNC** avec garantie de volume à prix fixe (exemple : partenariat avec IVECO).
 - **Amortissement** : Les stations s'amortissent sur **7 à 9 ans** (selon la fréquentation : 20 à 30 pleins/jour).

5. Concurrence avec l'électrique :

- **Critique** : Vincent Lucas dénonce une **concurrence déloyale** en faveur de l'électrique (aides publiques massives, absence de prise en compte des coûts cachés).
 - **Exemples de coûts cachés** :
 - **Réseau électrique** : Nécessité de construire des **postes sources** (6 ans de délai) et des **chargeurs de 1 MW** pour les bus électriques.
 - **Sécurité** : Obligation d'installer des **murs coupe-feu tous les 3 places** dans les dépôts de bus électriques (surcoût non affiché).
- **Filière mature** : Le GNV est une solution **mature et fiable**, contrairement à l'électrique (encore en développement pour les poids lourds).
- **Comportement des entreprises** : Les chefs d'entreprise utilisent l'électrique comme **alibi** pour rester au diesel (comme ils l'ont fait avec l'hydrogène il y a 3-4 ans).

6. Dynamique commerciale et exemples concrets

- **Accélération de la demande** :
 - **Crise du diesel** : Les entreprises (ex : Intermarché, Lidl) signent des contrats par **peur de la hausse des prix du diesel**.
 - **Exigence des clients** : Demande de **prix fixes** (ex : Lidl).
- **Exemples de succès** :
 - **Lannion** : Bonne dynamique grâce à Transdev.

Dès qu'une entreprise adopte le GNV, la **consommation explose** et la rentabilité suit rapidement.

7. Comparaison avec ENGIE

- **Compétitivité** : BMGNV est **aussi compétitif qu'ENGIE** (station du Rheu) lorsque les stations sont à pleine charge.
- Vincent Lucas ne s'attendait pas à une telle **compétitivité** face aux grands groupes.

-Dominique RAMARD**1. Structuration de BMGNV**

- **Contexte** : La structuration de BMGNV est **progressive et complexe**, notamment au niveau des **comptes consolidés**.
 - **Problème** : La SEM Energies 22 est **la seule filiale de BMGNV capable de remonter les comptes** (difficulté régionale).
 - **Attente** : Les conventions et contrats devraient **clarifier les relations** et **structurer officiellement** le travail déjà accompli (même si la SEM travaillait déjà pour BMGNV avant les contrats).
- **Gouvernance** : La **partie gouvernance** doit accompagner cette logique de fonctionnement pour une meilleure coordination.

2. Stabilité et opportunités du GNV

- **Stabilité des prix** :
 - Le **GNV (gaz naturel véhicule)** offre une **stabilité des prix** (achat à terme), contrairement au pétrole.
 - **Exemple** : Prix du gaz à terme pour 2027 : **35-37 €/MWh** (contre 200-250 €/MWh en période de crise).
 - **Comparaison** : Le **bioGNV** est moins cher que l'essence, qui elle-même est moins chère que le diesel.
 - **Avantage** : Permet de **dégager des revenus stables** pour la filiale et la SEM, dans un **contexte économique perturbé**.
- **Rôle du gaz** :
 - Le **gaz** constitue aujourd'hui **la base des revenus** de BMGNV, alors que les énergies renouvelables peinent à générer des recettes.
 - **Mix énergétique** : Le bioGNV permet de **conserver une dimension écologique**.
- **Perspectives** :
 - Le **gaz reste pertinent pour les 7-10 prochaines années** (amortissement des stations).
 - **Exemples de succès** :
 - Dinan Agglomération** : 14 bennes à ordures ménagères passeront au gaz d'ici 2 ans (3-4 par an). Cela assure **50% de la rentabilité** de la station locale.
 - Transdev** : Tous les bus sont passés au gaz (y compris les lignes interurbaines), avec une **rentabilité inattendue**.
 - **Impact** : Ces volumes assurent **50% de la rentabilité de la station locale**
 - L'**électricité** atteindra sa maturité d'ici 10 ans, mais la transition sera **progressive** (exemple : voiture électrique).

3. Enjeux politiques et réglementaires

- **Pression publique** :
 - Les pouvoirs publics **poussent à l'électrification** des poids lourds (aides financières massives).

- **Problème** : Approche **monomaniaque** (électricité > nucléaire > autres énergies), sans **diversité** dans les discours ou les actes.
- **Défense du GNV** :
 - **Argumentaire** :
 - **Maturité** : Le GNV est une solution **mature et immédiate** pour décarboner (contrairement à l'électricité, encore en développement).
 - **Complémentarité** : Il faut **diversifier les énergies** pour une transition réaliste (gaz + électricité).
 - **Stabilité** : Le GNV offre une **sécurité économique** (prix fixes, achats à terme).
 - **Exemple** : Les **stations GNV** s'amortissent sur 7-9 ans, ce qui justifie les investissements actuels.

4. Réflexion sur les énergies renouvelables

- **BioGNV** :
 - **Part dans le mix** : Une partie du gaz distribué est du **bioGNV**, ce qui limite l'impact environnemental.
 - **Enjeu** : La filière **France Mobilité Biogaz** tente de se positionner face à l'électrification.
- **Transition progressive** :
 - La **basculer vers l'électricité** ne se fera pas du jour au lendemain (exemple : 1-2% du parc en énergies alternatives aujourd'hui).
 - **Stratégie** : Continuer à **promouvoir le gaz** comme solution **complémentaire** à l'électricité pour une décarbonation rapide.

-Jean-Philippe LE GOFF

1. Questions sur les choix énergétiques

- **Prévisions gaz vs. électricité** :
 - **Question** : Connaît-on aujourd'hui les **prévisions de choix entre gaz et électricité** pour les entreprises ?

→ **Réponse de Dominique RAMARD** : Non, mais la **complémentarité** est essentielle. Les pouvoirs publics poussent à l'électrification, mais le **GNV reste une solution mature et immédiate**.

→ **Complément de réponse de Vincent Lucas** :

- Le gaz est une **filiale mature**, avec des **prix stables** et des **engagements tenables**.
- L'électricité est utilisée comme **alibi** par les entreprises pour rester au diesel (comme l'hydrogène l'a été il y a quelques années).

-Corentin PETIT**1. Dynamique locale**

- **Exemple de Quévert (Dinan Agglomération) :**
 - **Adoption rapide** : Dinan Agglomération et Transdev ont **basculé massivement au gaz** (4 bennes à ordures ménagères + 5 bus Transdev) et l'effet a été immédiat.
 - La situation peut basculer rapidement dans les 2 sens

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration à l'unanimité de ses membres présents et représentés,

- **APPROUVE** le contrat de prestations d'assistance à l'exploitation ainsi que ses annexes tels que définis

- **AUTORISE** le Président Directeur Général de la SEM Energies 22 à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Eolien

-Huitième décision : Projet PLUDUNO : autorisation d'émission de 50 000€ pour financement participatif (Lendosphère)

La SEM Energies 22 est actionnaire à hauteur de 15 % dans la société de projet SEPE Pluduno, aux côtés de GAIA (80 %) et de la commune du Val d'Arguenon (5 %).

Le projet éolien de Pluduno prévoit l'implantation de deux éoliennes d'une puissance unitaire de 5,7 MW, pour une puissance totale installée de 11,4 MW, avec une hauteur maximale de 200 m en bout de pale.

En 2025, la Demande d'Autorisation Environnementale (DAE) a été déposée en préfecture. Nous sommes actuellement dans l'attente du retour de l'administration concernant la complétude du dossier. Une fois cette complétude confirmée par le préfet, la procédure pourra se poursuivre avec le lancement de l'enquête publique. À ce stade, GAIA estime que ce retour pourrait intervenir d'ici octobre 2026.

Dans la continuité de ce qui a été réalisé pour le projet éolien de La Motte, nous souhaitons mettre en place un financement participatif en amont de l'enquête publique, afin d'associer les habitants du territoire et de leur permettre de bénéficier directement des retombées économiques du projet.

Il est ainsi proposé d'ouvrir une enveloppe de 50 000 €, accessible aux riverains et habitants du territoire, avec des montants d'investissement compris entre 2 000 € et 3 000 € maximum par personne. Cette opération serait réalisée via la plateforme Lendosphère, spécialisée dans le financement participatif de projets d'énergies renouvelables.

Cette démarche s'inscrit pleinement dans les missions confiées à la SEM Energies 22 au sein de la société de projet, telles que définies dans le pacte d'associés, notamment :

- le développement et l'entretien des relations politiques et administratives sur le territoire du projet,
- la mise en place de concertations locales renforcées avec les élus et les citoyens,
- les relations avec les organismes bancaires en vue du financement du parc éolien.

Le comité Technique réuni le 09 avril 2026 a donné son accord de principe sans réserve majeure.

Il est proposé au Conseil d'Administration de délibérer sur l'émission de cette enveloppe de 50 000 € dans le cadre de ce financement participatif.

→Echanges :

-Dominique RAMARD

1. Projet éolien de PLUDUNO (Val d'Arguenon)

- **Contexte :**
 - Projet situé sur la **commune de Val d'Arguenon**.
 - **Financement participatif** en discussion :
 - **Montant visé : 50 000 €** (à valider par l'administration).
 - **Montant minimal : Entre 2 000 € et 3 000 €** (selon le montant global du projet).
 - **Approche :**
 - Le financement participatif représente un **pourcentage du montant global** du projet.
 - **Expérience passée :** Sur d'autres projets, le financement participatif a souvent été ouvert **par étapes** :
 1. **Commune** (premier niveau).
 2. **EPCI (Pays ou Communauté d'Intercommunalité)**.
 3. **Département** (si nécessaire).
 - **Possibilité :** Les **50 000 €** pourraient être atteints **uniquement avec les habitants de l'EPCI**, sans besoin d'élargir à l'échelle départementale.
- **Processus :**
 - Le projet a été **discuté en comité technique**.
 - **Attente : Décision du conseil d'administration** pour valider l'ouverture du financement participatif.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration à l'unanimité de ses membres présents et représentés,

- **APPROUVE** l'émission de cette enveloppe de 50 000 € dans le cadre de ce financement participatif.
- **AUTORISE** le Directeur Général à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Réseau de chaleur

-Neuvième décision : Projet Kerno : création de la société

Dans le cadre de la requalification urbaine du quartier de Kerno à Paimpol, la SEM Énergies 22 et Terre d'Armor Habitat (TAH) ont engagé un projet de réseau de chaleur alimenté par une chaufferie bois, s'inscrivant dans les objectifs du PCAET et de la stratégie départementale des énergies renouvelables.

Ce projet marque la première réalisation départementale d'un réseau de chaleur bois porté par la SEM Énergies 22 et préfigure le développement d'autres réseaux locaux.

Pour rappel, le comité technique du 5 novembre 2025 a validé les modalités techniques, financières et contractuelles du réseau de chaleur de Kerno (Paimpol).

Le conseil d'administration de la SEM Énergies 22, lors de sa séance du 26 novembre 2025, a approuvé la convention de coopération avec TAH, prévoyant :

- la maîtrise d'ouvrage déléguée à TAH pour la construction de la chaufferie et du réseau, pour le compte de la SEM Énergies 22 ;
- la restitution des ouvrages à la SEM à l'issue des travaux ;
- l'exploitation et la maintenance par la SEM sur une durée de 30 ans.

Afin d'optimiser la gestion opérationnelle et financière de ce réseau, il est proposé au conseil d'administration de créer une SASU dédiée.

→Echanges :

-Dominique RAMARD

1. Présentation du projet KERNOA

- **Partenariat :**
 - Collaboration avec **Terre d'Armor Habitat** (bailleur social).
 - Rôle de la société : **Fournisseur de chaleur** pour les logements rénovés.
- **Contexte :**
 - Le projet est **en bonne voie**
 - **Aucun recours** sur la **chaufferie** (partie centrale du projet).
 - **Un petit recours** en cours sur le **permis d'aménager**, mais **anecdotique** et devrait être résolu rapidement au tribunal.
- **Structure juridique :**
 - **Création d'une SASU** (Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle) pour porter le projet.
 - **Modèle** : Les statuts seront **copiés-collés** de ceux de la **SASU de Kerlézen** (autre projet similaire).
 - **Simplicité** : Comme la société sera **100% détenue par eux-mêmes**, il n'y a **pas de débats internes** à gérer.

-Vincent LUCAS

1. Avancement du projet

- **État des lieux :**
 - **Tout est en cours de réalisation :**
 - **Rénovations des logements ont démarré.**
 - **Maîtrise d'ouvrage déléguée à Terre d'Armor Habitat** (déjà en cours).

- **Gestion des travaux** : Terre d'Armor Habitat s'occupe de **toute la partie technique et administrative**.
- **Rôle de la future SASU** :
 - **Fourniture de chaleur** à Terre d'Armor Habitat.
 - **Refacturation** : Terre d'Armor Habitat **rachète la chaleur** et la **refacture aux locataires**.
 - **Avantage** : Évite à la SASU de gérer **les recouvrements et les relations avec les locataires**.
 - **Expérience** : Terre d'Armor Habitat a **plus d'expertise** dans la gestion du logement social.
- **Structure juridique** :
 - **SASU** : Solution **la plus simple et rapide** pour lancer le projet.
 - **Ouverture future** :
 - Possibilité de **faire évoluer la SASU en SAS** (Société par Actions Simplifiée) si une **collectivité ou l'agglomération** souhaite **rejoindre le projet**.
 - **Flexibilité** : La structure actuelle (SASU) ne ferme pas la porte à des **partenariats futurs**.
- **Statuts** :
 - **Modèle** : Identique à ceux de **Kerlézen**, avec **quelques ajustements** (type d'énergie, dates).
 - **Dates** : Certaines informations (ex. : date de création) ne sont **pas encore finalisées** (compte séquestre en cours de création).
 - **Objectif** : Avoir une **trame prête** pour accélérer le processus.
- **Capital social** :
 - **Montant** : **10 000 €**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration à l'unanimité de ses membres présents et représentés,

- APPROUVE :

- la création de la société « Kerno Energies »
- le projet des statuts présenté en annexe
- La fixation d'un capital social à hauteur de 10 000€ par la SEM Energies 22
- La nomination de la SEM Energies22 en tant que Présidente de la société « Kerno Energies »

-DONNE tous pouvoirs au Président Directeur Général pour l'accomplissement des formalités

-AUTORISE le Président Directeur Général de la SEM Energies 22 à signer tout document se rapportant à cette affaire.

-Questions diverses :

Calendrier des réunions et événements

- **Organisation d'un nouveau comité technique de la SEM Energies 22**
 - **Date proposée** : **Mercredi 10 juin 2026 à 9h30.**
 - **Format** : **Accord** pour une **visioconférence**

- **Sujets à traiter en comité : Photovoltaïque : 4 sujets PV à aborder.**

- **Assemblée Générale (AG) de la SEM Energies22 :**
 - **Date : 25 juin 2026 à Pluzunet**

- **Syndicat du SDE 22 :**
 - **Réunion : 19 juin 2026.**
 - **Deuxième comité : 26 juin 2026.**
 - **Ordre du jour : Désignations des représentants du SDE à la SEM Energies 22**
 - **Nouveaux administrateurs : Intégration des nouveaux administrateurs du SDE au sein de la SEM Energies 22**

- **Visite de sites (éolien et photovoltaïque) :**
 - **Date proposée : Vendredi 18 septembre 2026.**
 - **Organisateur : Mallory AROCA (en collaboration avec IEL).**
 - **Public cible :**
 - **Nouveaux élus du SDE.**
 - **Extension possible aux administrateurs de la SEM.**
 - **Sites à visiter :**
 - **Parc éolien de Plestan (exploité par IEL).**
 - **Installation photovoltaïque à l'AUCALEUC (23 MW de panneaux déjà installés).**
 - **Objectif : Permettre aux nouveaux élus et administrateurs de **découvrir concrètement** les projets éoliens et photovoltaïques.**

Tous pouvoirs sont donnés au porteur de copies ou extraits certifiés conformes au présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toute formalité de publicité requise par la loi et afférente aux décisions ci-dessus adoptées.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Conseil d'Administration a pris fin à 11H30.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le président et le secrétaire de séance.

Le Secrétaire de séance
Vincent LUCAS

Le Président Directeur Général
de la SEM Energies22
Dominique RAMARD